Spedizione in abbonamento postale

Anno 94° — Numero 144

GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Venerdì, 26 giugno 1953

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 - Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c.c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1952

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° maggio 1952, n. 4581.
Esecuzione della Convenzione europea di radiodiffusione firmata a Copenaghen il 15 settembre 1948.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per la difesa, per le poste e le telecomunicazioni, per la marina mercantile e per il bilancio ad interim per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Atti internazionali firmati a Copenaghen il 15 settembre 1948:

a) Convenzione europea di radiodiffusione;

b) Piano di Copenaghen annesso alla Convenzione europea di radiodiffusione;

c) Protocollo finale annesso alla Convenzione europea di radiodiffusione.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. 13 della Convenzione europea di radiodiffusione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Dogliani, addì 1° maggio 1952

EINAUDI

De Gasperi — Pacciardi — Spataro — Cappa — Pella

Visto, *il Guardasigilli*: Zoli
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 50. — Palla

Convention européenne de radiodiffusion

Conclue entre les Gouvernements des pays suivants:

République Populaire d'Albanie, Belgique, République Socialiste Soviétique de Biélorussie, République Populaire de Bulgarie, Etat de la Cité du Vatican, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Monaco, Norvège, Pays-Bas, République de Pologne, Portugal, Protectorats Français du Maroc et de la Tunisie, République Fédérative Populaire de Yougoslavie, République Populaire Roumaine, République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, Confédération Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Préambule

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, réunis à Copenhague en vertu des dispositions du Protocole additionnel aux Actes de la Conférence internationale des radiocommunications, Protocole signé à Atlantic City le 2 octobre 1947 par les délégués des pays de la zone européenne de radiodiffusion, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, adopté les dispositions contenues dans la Convention suivante et le Plan y annexé qui concernent la radiodiffusion dans la zone européenne.

Article premier

Exécution de la Convention et du Plan

1. Les Gouvernements contractants déclarent qu'ils adoptent et qu'ils appliqueront les dispositions de la présente Convention et du Plan y annexé.

2. (1) Ces Gouvernements s'engagent à ne pas utiliser pour leurs stations de radiodiffusion situées dans la zone européenne de radiodiffusion, dans les bandes prévues dans le Plan, d'autres fréquences que celles mentionnées dans le Plan.

(2) Ces Gouvernements s'engagent, en outre, à ne pas installer ni mettre en service, dans les bandes prévues dans le Plan, des stations de radiodiffusion autres que celles mentionnées dans le Plan, sauf dans les conditions prévues à l'article 8.

Article 2

Définitions

Dans la présente Convention:

(1) les mots « Convention internationale des télécommunications » désignent la Convention internationale des télécommunications signée à Atlantic City en 1947 ou toute revision qui y serait éventuellement substituée après l'entrée en vigueur de cette revision:

(2) les mots « Règlement des radiocommunications » désignent le Règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, signé à Atlantic City en 1947 ou toute revision qui y serait éventuellement substituée, après l'entrée en vigueur de cette revision;

(3) le mot « Plan » désigne le Plan de Copenhague annexé à la présente Convention, ou toute revision qui y serait éventuellement substituée, après l'entrée en vigueur de cette revision;

(4) le mot « administration » désigne une administration gouvernementale d'un Gouvernement contractant;

(5) les mots « Secrétaire général de l'Union » désignent le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications;

(6) l'expression « zone européenne de radiodiffusion » désigne la zone délimitée: *au sud* par le parallèle 30° nord; *à l'ouest* par une ligne qui part du pôle nord, suit le méridien 10° ouest de Greenwich jusqu'à son intersection avec le parallèle 72° nord, puis suit l'arc de grand cercle jusqu'au point d'intersection du méridien 50° ouest et du parallèle 40° nord, ensuite une ligne se dirigeant sur le point d'intersection du méridien 40° ouest et du parallèle 30° nord; *à l'est* par le méridien

40° est de Greenwich, de façon à englober la partie occidentale de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) et les territoires bordant la Méditerranée, à l'exception des parties de l'Arabie et de l'Arabie Saoudite qui se trouvent comprises dans ce secteur.

Article 3

Ratification de la Convention

1. La présente Convention sera ratifiée.

2. Les instruments de ratification seront déposés dans le plus bref délai possible dans les archives du Gouvernement du Danemark. Celui-ci donnera connaissance de chaque ratification aux autres Gouvernements signataires et aux Gouvernements adhérents, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Union.

3. La ratification de la Convention comporte l'approbation du Plan.

Article 4

Adhésion à la Convention

1. Le Gouvernement d'un pays de la zone européenne de radiodiffusion non signataire de la présente Convention et Membre de l'Union internationale des télécommunications peut y adhérer en tout temps. Cette adhésion doit être adressée au Gouvernement du Danemark; elle s'étend au Plan et ne doit comporter aucune réserve.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement du Danemark. Celui-ci en donnera connaissance à tous les Gouvernements signataires et aux Gouvernements adhérents, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Union.

3. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt à moins que l'acte d'adhésion ne contienne une autre stipulation.

Article 5

Dénonciation de la Convention

1. Tout Gouvernement qui a ratifié la présente Convention et le Plan y annexé ou qui y a adhéré a, en tout temps, le droit de les dénoncer par communication adressée au Gouvernement du Danemark qui en donne connaissance aux autres Gouvernements contractants et au Secrétaire général de l'Union.

2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour où la communication en a été reçue par le Gouvernement du Danemark.

Article 6

Abrogation de la Convention et du Plan

1. La présente Convention et le Plan seront abrogés entre tous les Gouvernements contractants dès l'entrée en vigueur d'une nouvelle Convention. Le Plan sera abrogé dès l'entrée en vigueur d'un nouveau Plan.

2. Au cas où un Gouvernement contractant n'approuverait pas un nouveau Plan, la Convention serait abrogée à l'égard de ce Gouvernement dès l'entrée en vigueur du nouveau Plan.

Article 7

Révision de la Convention et du Plan

1. Il sera procédé à la revision de la Convention et du Plan par une conférence de délégués plénipotentiaires des Gouvernements des pays de la zone européenne de radiodiffusion. Cette conférence sera convoquées le plus tôt possible, et au plus tard dix-huit mois après la clôture de la Conférence administrative des radiocommunications, à moins que la réunion des délégués des pays de la zone européenne de radiodiffusion, qui se tiendra au cours de la Conférence administrative des radio communications pour fixer toutes les directives de la Conférence européenne, n'en décide autrement.

2. En outre, il pourra être procédé à la revision de la Convention et du Plan par une conférence de délégués plénipotentiaires lorsqu'une demande, accompagnée par des propositions motivées, sera adressée d'un commun accord, au Secrétaire général de l'Union, par dix des Gouvernements invités à la Conférence européenne de radiodiffusion de Copenhague (1948).

Article 8

Modification du Plan

1. Toute administration désireuse d'apporter un changement aux caractéristiques, telles que fréquence, puissance, antennes directives, position géographique, etc., prévues dans le Plan pour l'une de ses stations, ou d'installer une nouvelle station de radiodiffusion, ou d'utiliser pour l'établissement d'un réseau de stations synchronisées une fréquence attribuée à son pays devra:

a) au cas où la fréquence proposée se trouve dans l'une des bandes qui sont attribuées exclusivement à la radiodiffussion par le Règlement des radiocommunications et qui figurent dans le Plan: se conformer aux dispositions du Plan ou à la procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 du présent article;

b) au cas où la fréquence proposée se trouve en dehors des bandes indiquées à la lettre *a)*: se conformer aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

2. (1) Cette administration fait part de son désir aux administrations qu'elle juge directement affectées. Si un accord intervient entre ces administrations, il est communiqué au Secrétaire général de l'Union qui le porte à la connaissance de toutes autres administrations. Le Secrétaire général s'assurera en prenant toutes mesures utiles, de ce que la communication est parvenue auxdites administrations.

(2) Toute administration qui considère que cet accord peut affecter défavorablement ses propres services devra faire part de ces observations, par l'entremise du Secrétaire général de l'Union, dans un délai de six semaines à partir de la date de réception de cette communication. Le changement ne peut être effectué avant l'expiration de ce délai. Toute administration qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considérée comme ayant donné son assentiment. Après l'expiration de ce délai la mesure proposée peut être adoptée si aucune contestation ne s'est élevée ou si toutes les administrations intéressées sont d'accord.

3. A défaut d'une entente intervenue aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, les administrations en désaccord peuvent faire appel à un ou à des experts agréés par toutes les parties au différend ou avoir recours à tout autre moyen de conciliation qu'elles auront convenu. Si aucune de ces méthodes n'est adoptée, toute administration partie intéressée au différend peut le soumettre à l'arbitrage, conformément à la procédure prévue à l'annexe 3 de la Convention internationale des télécommunications.

Article 9

Notification des fréquences

1. Les fréquences attribuées par le Plan portent comme date de notification dans la liste internationale des fréquences la date de la signature de la présente Convention.

2. Les modifications qui pourraient être apportées aux fréquences attribuées par le Plan, conformément aux dispositions de l'article 8, devront être notifiées le plus tôt possible selon les dispositions de l'article 11, section II, du Règlement des radiocommunications.

Article 10

Dispositions techniques générales

1. Les administrations prendront les mesures nécessaires:

a) pour assurer, compte tenu des derniers progrès de la technique, le maintien de la fréquence nominale attribuée aux stations de radiodiffusion suivant les normes admises pour la catégorie à laquelle appartient la fréquence utilisée;

b) pour éviter, dans les émissions des stations de radiodiffusion, toute surmodulation, les émissions parasites et les fréquences harmoniques susceptibles de causer des brouillages nuisibles à d'autres stations;

c) pour assurer d'une manière aussi efficace que possible un contrôle international des émissions de radiodiffusion;

d) pour remédier aussi rapidement que possible aux défectuosités qui leur seront signalées.

2. (1) Lorsque l'utilisation d'une fréquence par une station de radiodiffusion provoquera des brouillages nuisibles non prévus à la date de la signature du Plan, les administrations intéressées s'efforceront de conclure des accords susceptibles d'éliminer ces brouillages nuisibles en tenant compte des dispositions du Plan.

(2) Dans le cas de brouillages nuisibles provoqués par une station de radiodiffusion placée dans une bande autre que celles réservées en exclusivité à la radiodiffusion ou en partage avec d'autres services par le Règlement des radiocommunications, les services auxquels la bande est attribuée par ledit Règlement seront privilégiés par rapport au service de radiodiffusion.

Article 11

Organisme international d'expertise

1. Il pourra être fait appel en qualité d'expert à un organisme international pour:

a) faciliter la mise en vigueur du Plan;

b) assurer la surveillance de son fonctionnement régulier et effectif.

Cet organisme pourra également être invité à collaborer avec les gouvernements et administrations à la préparation et à l'exécution de tous accords techniques concernant la radiodiffusion.

2. Cet organisme devra disposer pendant toute la durée de son mandat du personnel et des moyens techniques lui permettant de remplir les tâches définies par l'article 8 du Préambule du Plan.

3. En principe, cet organisme prendra à sa charge toutes les dépenses courantes résultant de l'exercice normal de son mandat. Les dépenses exceptionnelles qu'occasionnerait une revision du Plan, effectuée en vertu de l'article 7 de la Convention, seront à la charge de tous les participants à cette revision et seront incluses dans le décompte des frais généraux de la Conférence de revision du Plan.

4. L'organisme international dont il est question ci-dessus sera désigné par communication faite aux Gouvernements des pays de la zone européenne de radiodiffusion par le Secrétaire général de l'Union, immédiatement après qu'il aura constaté qu'un accord a été donné sur cette désignation par au moins vingt-huit des trente-trois Gouvernements invités à la Conférence européenne de radiodiffusion de Copenhague (1948).

Article 12

Frais des Conférences

1. Les dépenses des Conférences européennes de radiodiffusion sont à la charge des Gouvernements participants et des organismes internationaux admis aux conférences.

2. La répartition définitive des dépenses afférentes à ces conférences ainsi que leur paiement sont effectués conformément aux dispositions de l'article 14 de la Convention internationale des télécommunications.

Article 13

Entrée en vigueur de la Convention

La présente Convention et le Plan y annexé entreront en vigueur le 15 mars 1950, à 02h 00 (temps moyen de Greenwich).

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Gouvernements susindiqués ont signé la présente Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire restera déposé dans les archives du Gouvernement du Danemark et une copie sera remise à chaque Gouvernement signataire et au Secrétaire général de l'Union.

Fait à Copenhague, le 15 septembre 1948

Pour la République Populaire d'Albanie:
PIERO KITO

Pour la Belgique:
R. CORTEIL

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:
J. LIKHOUCHINE

Pour la République Populaire de Bulgarie:
A. GRIGOROV
ING. AS. MARINOV

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:
FILIPPO SOCCORSI

Pour le Danemark:
N. E. HOLMBLAD
GUNNAR PEDERSEN
JUL. BOMHOLT
T. C. CHRISTENSEN

Pour la Finlande:
HELLA WUOLIJOKI

Pour la France:
JACQUES MEYER
L. DAUMARD
J. LEPROUX
L. LAMOITIER
C. MERCIER

Pour la Grèce:
S. ELEFTHERIOU

Pour la Hongrie:
G. KODOLÁNYI
DR. KÁLMÁN TAKÁCS

Pour l'Irlande:
T. J. MONAGHAN

Pour l'Italie:
ANTONIO PENNETTA
G. GNEME

Pour Monaco:
A. CROVETTO

Pour la Norvège:
OLAF MOE
S. SKOLEM
TORALV OKSNEVAD

Pour les Pays-Bas:
J. D. H. VAN DER TOORN
J. M. MADSEN
F. H. P. SCHOTEL

Pour la République de Pologne:
STANISLAW WASKIEWICZ

Pour le Portugal:
FERNANDO DA CUNHA DE EÇA
JOSE LUIZ DA SILVA DIAS
RAUL LOPES COELHO DUARTE
ALBERTO LIMA BASTO

Pour les Protectorats Français du Maroc et de la Tunisie:
PIERRE SCHAEFFER

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie:
VOJIN POPOVIC

Pour la République Populaire Roumaine:
MATEI SOCOR
ERNEST GROSS

Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine:
BORIS CHAMCHA

Pour le Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord:
H. FAULKNER
G. R. PARSONS

Nous déclarons que nos signatures données pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord s'étendent aussi à Gibraltar, Malte e Chypre.

Pour la Confédération Suisse:
DR. E. METZLER
C. GILLIOZ

Pour la Tchécoslovaquie:
ING. JOSEF EHRLICH
DR. JAN BUSAK
ING. VLADIMIR CAHA
ING. MILAN ZAHRADNICEK
DR. JOSEF URBAN

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
OLEG MAKAROV
MICHAJL ARBUZOV
VALENTINE ZJELEZOVA
ASHOT BADALOV
MICHAIL KOKONIN
PIERRE GOROSHKIN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Plan de Copenhague de répartition des fréquences entre les stations de radiodiffusion de la zone européenne de radiodiffusion annexé à la Convention européenne de radiodiffusion.

PREAMBULE

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier
Définitions

Dans le présent Plan:

(1) le mot « Convention » désigne la Convention européenne de radiodiffusion de Copenhague (1948);

(2) le mot « Plan » désigne le Plan de Copenhague (1948);

(3) les mots « zone européenne » désignent la zone européenne de radiodiffusion telle qu'elle est définie à l'article 2 de la Convention;

(4) le mot « puissance » désigne la puissance non modulée qui est mesurée dans l'antenne;

(5) les mots « fréquence exclusive » désignent une fréquence attribuée dans le Plan à un seul pays de la zone européenne;

(6) les mots « fréquence partagée » désignent une fréquence attribuée à deux ou plusieurs pays pour son utilisation simultanée par les stations indiquées dans le Plan;

(7) les mots « fréquence commune internationale » désignent une fréquence utilisée simultanément par des stations appartenant à différents pays de la zone européenne et remplissant les conditions stipulées dans l'article 2, paragraphe 2, *c*), les fréquences communes internationales sont dénommées « fréquence commune internationale type I » et « fréquence commune internationale type II »;

(8) les mots « stations synchronisées » désignent deux ou plusieurs stations qui transmettent le même programme en utilisant des fréquences qui diffèrent de 0,2 c/s au maximum;

(9) les mots « antennes directives » désignent les antennes de construction spéciales utilisées pour augmenter la puissance rayonnée dans des directions déterminées et diminuer simultanément le rayonnement dans d'autres directions;

(10) le mot « expert » désigne l'organisme international d'expertise prévu par l'article 11 de la Convention.

Article 2
Puissance

1. Les puissances des stations indiquées dans le Plan désignent les puissance maxima des stations de radiodiffusion de la zone européenne pendant la période d'application du Plan.

2. Les puissances des stations sont fixées en tenant compte des normes techniques permettant d'assurer un service national de radiodiffusion de bonne qualité, sous les réserves suivantes:

a) La puissance des stations de radiodiffusion travaillant dans la bande 155—285 kc/s ne doit pas dépasser 200 kW, sauf cas spéciaux prévus pour certaines stations mentionnées dans le Plan.

b) La puissance des stations de radiodiffusion travaillant dans la bande 525—1605 kc/s ne doit pas dépasser 150 kW.

c) La puissance des stations travaillant sur les fréquences communes internationales ne doit pas dépasser:

2 kW pour les stations travaillant sur les fréquences communes internationales type I; ces stations ou les pays qui peuvent les exploiter sont indiqués dans le Plan;

0,25 kW pour les stations travaillant sur les fréquences communes internationales type II; ces stations ne sont pas indiquées dans le Plan.

d) La puissance totale de toutes les stations composant un réseau synchronisé indiqué comme tel dans le Plan ne doit pas être supérieure à une fois et demie la puissance maximum admise pour une seule station. Cependant, la puissance d'aucune des stations qui entrent dans le réseau synchronisé ne doit dépasser la puissance maximum admise pour une station unique travaillant sur la même fréquence.

3. (1) La puissance des stations indiquées dans le Plan ne peut être modifiée que par accord commun entre les administrations intéressées et à condition que l'expérience appuyée par des mesures montre que cette modification est utile et nécessaire.

(2) Les modifications doivent être limitées à la valeur des interférences s'il s'agit d'une diminution de puissance et, dans le cas d'une augmentation, aux valeurs résultant du paragraphe 2 du présent article.

Article 3
Tolérances de fréquence

1. Les tolérances des fréquences pour les stations de radiodiffusion utilisant des fréquences exclusives ou partagées sont définies par les valeurs suivantes:

a) pour les stations existantes ou mises en service avant le 1er janvier 1950:

jusqu'au 1er janvier 1952 . . . . ± 20 c/s;
après le 1er janvier 1952 . . . ± 10 c/s;

b) pour les stations mises en service après le 1er janvier 1950 . ± 10 c/s.

2. Les stations travaillant sur les fréquences communes internationales types I et II devront, dès l'entrée en vigueur du Plan, respecter la tolérance de ± 20 c/s.

3. Les administrations doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les tolérances susmentionnées soient rigoureusement respectées: elles s'efforceront d'obtenir en pratique la plus haute stabilité possible.

Article 4
Utilisation des fréquences

Les fréquences indiquées dans le Plan ne doivent être utilisées par les stations de radiodiffusion que pour les émissions sonores.

Article 5
Antennes directives

1. Le Plan désigne nommément les stations de radiodiffusion qui doivent utiliser des antennes directives. Aucune modification concernant l'utilisation de ces antennes ne peut être introduite sans consultation de l'expert et sans l'accord des administrations intéressées.

2. (1) Les antennes directives utilisées par les stations doivent permettre, dans la zone secondaire et pour la direction protégée, une diminution de 10 db environ de la puissance rayonnée par rapport à celle de l'antenne non-directive rayonnant la même puissance totale, à moins que d'autres conditions ne soient spécifiées dans le Plan.

(2) L'administration responsable doit veiller à ce que le diagramme polaire de l'antenne corresponde aux conditions indiquées plus haut en procédant à des mesures de l'intensité du champ faites à la fréquence indiquée dans le Plan et effectuées à una distance de plusieurs longueurs d'onde de l'antenne.

3. L'utilisation d'antennes directives par des stations autres que celles qui sont désignées dans le Plan comme devant en être pourvues peut être admise sur accord préalable des administrations intéressées, à condition que les stipulations des paragraphes 1 et 2 du présent article soient observées et qu'il ne se produise pas de brouillages par rapport aux stations de radiodiffusion voisines et aux stations d'autres services.

Article 6
Brouillages entre les stations

1. Toutes les stations de radiodiffusion des pays de la zone européenne doivent travailler de manière à éviter dans la mesure du possible toute interférence avec les stations de radiodiffusion des autres pays ou des autres services utilisant les fréquences voisines.

2. Lorsque l'utilisation de la fréquence attribuée par le Plan à une station de radiodiffusion provoquera des brouillages qui n'ont pas été prévus lors de la signature de la présente Convention, les administrations intéressées prendront, par accord commun, des dispositions pour éliminer ces brouillages.

3. Conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention et aux §§ 6, 7 et 8 du Document annexé au Protocole additionnel aux Actes de la Conférence internationale des radiocommunications d'Atlantic City (1947):

a) les services mobiles maritimes travaillant dans la bande 150—160 kc/s ne doivent pas causer de brouillages nuisibles à la réception des stations de radiodiffusion travaillant dans la même bande dans les limites du territoire national desservi par ces stations;

b) les stations de radiodiffusion travaillant en dérogation dans les bandes 325—365 kc/s et 395—405 kc/s ne doivent pas causer de brouillages nuisibles aux stations des services mobiles aéronautiques et de radionavigation aéronautique;

c) les stations de radiodiffusion travaillant en dérogation dans les bandes 415—485 kc/s et 515—525 kc/s ne doivent pas causer de brouillages nuisibles aux stations du service mobile maritime;

d) si, dans la bande 1560—1605 kc/s, des brouillages se produisent entre les stations du service fixe en U.R.S.S. et les stations de radiodiffusion des pays voisins, les parties intéressées prennent d'un commun accord des dispositions pour écarter les brouillages nuisibles.

4. (1) Les administrations doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour éliminer aussi rapidement que possible les brouillages dont elles auront eu connaissance.

(2) En ce qui concerne les stations de radiodiffusion utilisant des fréquences dans les bandes attribuées aux autres services, les administrations doivent se conformer aux prescriptions des §§ 7 et 8 du Document annexé au Protocole additionnel aux Actes de la Conférence internationale des radiocommunications d'Atlantic City (1947).

Article 7

Réseaux synchronisés

1. Pour toutes les stations d'un réseau synchronisé, le nom et la puissance de la station sont indiqués dans le Plan, à l'exclusion des stations dont la puissance individuelle ne dépasse pas 2 kW et pour autant que leur puissance totale, considérée séparément de celle des autres stations du réseau, ne dépasse pas 5 kW.

2. La puissance totale maximum de l'ensemble des stations de radiodiffusion qui forment un réseau synchronisé est définie à l'article 2, paragraphe 2, *d*) ci-dessus.

3. Toute administration qui dispose, conformément au Plan, d'une fréquence prévue pour un réseau de stations synchronisées doit observer les règles suivantes lors de toute modification du réseau (augmentation du nombre des stations, changement de l'emplacement des stations, modification des caractéristiques techniques, etc.):

a) Les puissances totale et individuelle des stations d'un réseau synchronisé ne doivent pas dépasser les valeurs indiquées à l'article 2, paragraphe 2, *d*) ci-dessus.

b) La fréquence attribuée au réseau en question ne doit pas sortir des limites définies à l'article 3 ci-dessus.

c) L'emplacement des stations de puissance inférieure ou égale à 20 kW pourra être modifié, après consultation de l'expert et notification aux administrations intéressées, à condition que le nouvel emplacement ne soit pas, de ce fait, rapproché de plus de 10 % des stations étrangères travaillant sur la même fréquence ou sur une fréquence adjacente.

4. Lors de toute modification qui ne répondrait pas à toutes les exigences du paragraphe 3, les administrations doivent se conformer aux dispositions de l'article 8 de la Convention.

Article 8

FONCTIONS DE L'EXPERT

I. *Activité se rapportant à l'application de la Convention et du Plan*

1. Conformément aux dispositions de l'article 11 de la Convention, l'expert donne son avis sur toutes les questions techniques qui peuvent se poser par rapport à l'application du Plan, afin de faciliter la mise en vigueur du Plan et d'assurer la surveillance de son fonctionnement régulier et effectif.

2. L'expert procède à des mesures et à des observations périodiques des caractéristiques techniques fondamentales des stations de radiodiffusion de la zone européenne. Ces mesures concernent, notamment, la fréquence et le taux de modulation des émetteurs; ces observations se rapportent plus spécialement aux interférences dont souffrent les stations et sont accompagnées des mesures de champ nécessaires. Les résultats sont publiés par l'expert et communiqués aux administrations.

3. L'expert procède aux mesures et aux observations spéciales dont il peut être chargé par une ou plusieurs administrations ou organisations de radiodiffusion. Il peut, à la demande des intéressés, exprimer son avis au sujet des moyens techniques propres à éliminer les défectuosités constatées dans la qualité des émissions.

4. Les administrations ont recours à la collaboration de l'expert pour le contrôle international des émissions de la radiodiffusion (article 10, paragraphe 1, *c*), de la Convention). Cet expert joue le rôle de l'organisation de contrôle spécialisée prévue à l'article 14, § 5 et à l'annexe *C* du Règlement des radiocommunications.

II. *Activité se rapportant aux modifications du Plan*

1. En cas de désaccord entre les administrations intéressées et si elles en décident ainsi, l'expert peut être appelé à donner son avis au sujet des questions techniques, conformément aux dispositions de l'article 8, paragraphe 3, de la Convention.

2. L'expert est consulté préalablement à toute modification concernant les réseaux synchronisés, à toute mise en service d'un réseau synchronisé sur une fréquence attribuée dans le Plan à une station unique du pays envisagé, ainsi que, en général à toute modification dans l'utilisation d'une fréquence telle qu'elle est prévue par le Plan.

III. *Activité se rapportant à la préparation de nouveaux accords entre les administrations*

1. L'expert rassemble et prépare la documentation qui peut être utile pour l'élaboration de nouveaux accords techniques.

Dans ce but,

a) il rassemble une documentation générale de caractère objectif (données géographiques, démographiques, radiophoniques, juridiques, etc.);

b) il recueille les données techniques disponibles et établit des rapports sur toutes questions techniques qui interviennent lors de l'élaboration de nouveaux accords ou de la revision du Plan. Ces questions techniques concernent principalement la propagation des ondes, les normes de protection, les puissances et les tolérances admissibles de fréquence, l'intensité de champ des brouillages atmosphériques et industriels, le spectre des fréquences de l'émission et le taux de modulation correspondant à ces fréquences, l'efficacité des antennes anti-fading et directives (particulièrement dans la zone secondaire), l'efficacité des réseaux synchronisés, l'évaluation des brouillages provenant de plusieurs émetteurs qui utilisent la même fréquence, etc.

2. D'accord avec les administrations, l'expert organise les campagnes d'essais et de mesures permettant de rassembler les données relatives aux questions techniques énumérées au précédent alinéa, ainsi que d'apprécier les résultats pratiques obtenus par l'application du Plan. Les organismes de radiodiffusion facilitent, dans toute la mesure du possible, la préparation et l'exécution de ces campagnes de mesures.

3. D'accord avec les administrations et aux conditions qu'elles auront établies à cette fin, l'expert peut participer directement aux travaux préliminaires d'élaboration de nouveaux accords et peut être chargé de la préparation d'un ou de plusieurs avant-projets de Plan.

CHAPITRE II

TABLEAU DE REPARTITION DES FREQUENCES

1. Le tableau ci-dessous donne la répartition des fréquences entre les stations de radiodiffusion des pays de la zone européenne.

2. Ce tableau prévoit l'allocation des fréquences aussi bien pour les pays contractants de la zone européenne que pour les pays non signataires de la Convention.

3. Dans ce tableau, les stations utilisant la même fréquence sont indiquées dans l'ordre alphabétique des pays auxquels elles appartiennent, et les stations du même pays dans l'ordre alphabétique le leur désignation officielle.

4. Les stations pour lesquelles le Plan prévoit la construction d'antennes directives sont désignées par des notes ajoutées au tableau.

ONDES LONGUES

(BANDE DE 150 À 285 KC/S 1)

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
1	155	Brasov Tromsö	RP Roumanie Norvège	150 10	2)
2	164	Allouis	France	450	
3	173	Moskva I	RSFSR	500	
4	182	Reykjavik Lulea Ankara	Islande Suède Turquie	100 10 120	
5	191	Motala	Suède	200	
6	200	Droitwich I (ou Ottringham)	Royaume-Uni	400	
7	209	Kiew I	RSS de l'Ukraine	150	
8	218	Oslo	Norvège	200	
9	227	Warsawa I	Rép. de Pologne	200	
10	236	Leningrad I	RSFSR	100	
11	245	Kalundborg	Danemark	150	
12	254	Lahti	Finlande	200	
13	263	Moskva II	RSFSR	150	
14	272	Ceskoslovensko	Tchécoslovaquie	200	
15	281	Minsk	RSS de Biélorussie	100	

1) Les stations côtières du service maritime

— de l'URSS emploieront les fréquences suivantes:

152 kc/s, station côtière Leningrad Radio, puissance 1 kW
158 kc/s, station côtière Murmansk Radio, 1,5 kW
267 kc/s, station côtière Naryan-Mar Radio, 0,25 kW
284 kc/s, station côtière Arkhangelsk Radio, 0,025 kW

— du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord emploieront les fréquences suivantes:

152 kc/s, station côtière Plymouth Radio, puissance 1,5 kW
155 kc/s, station côtière Portsmouth Radio, 1 kW
260 kc/s, station côtière Plymouth Radio, 1 kW
260 kc/s, station côtière Rosyth Radio, 1 kW
270 kc/s, station côtière Plymouth Radio, 1 kW

— de l'Italie emploieront les fréquences suivantes:

153,8 kc/s station côtière Roma Radio, puissance 1 kW
153,8 kc/s station côtièr Cagliari Radio, 1 kW
153,8 kc/s station côtière Augusta Radio, 1 kW
157,9 kc/s station côtière Napoli Radio, 1 kW
157,9 kc/s station côtière Genova Radio. 1 kW

2) Le fonctionnement du poste norvégien de Tromsö sur la fréquence de 155 kc/s est autorisé conformément à l'accord établi entre la République Populaire Roumaine et la Norvège. Ce document (Protocole annexé à la Convention européenne de radiodiffusion de Copenhague concernant le fonctionnement de la station norvégienne de Tromsö est reproduit à la fin de la présente brochure.

DEROGATIONS

BANDES DE 415 À 490 KC/S ET 510 À 525 KC/S

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
—	420	Ostersund	Suède	10	1)
—	433	Oulu	Finlande	10	2)
—	520	Hamar	Norvège	1	3)

1) Antenne directive, protection sud-ouest.
2) Antenne directive, protection sud-ouest.
3) Antenne directive, protection sud.

ONDES MOYENNES

BANDES DE 525 À 1605 KC/S

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Obser-vations
1	529	Beromünster	Suisse	150	
2	539	Budapest I	Hongrie	135	
3	548	Ouchta Simferopol	RSS de la Carélie finnoise RSFSR	20 100	
4	557	Cairo II Helsinki Monte Ceneri	Egypte Finlande Suisse	20 100 50	1)
5	556	Athlone I { Catania { Palermo	Irlande Italie	100 5 10	
6	575	Riga	RSS de Lettonie	100	
7	584	Wien I	Autriche	120	
8	593	Sofia II Sundsvall	RP de Bulgarie Suède	60 150	2) 3)
9	602	Lyon	France	150	
10	611	Petrozavodsk Eidar Rabat I Sarajevo	RSS de la Carélie finnoise Islande Maroc RFP de Yougoslavie	100 5 120 60	
11	620	Bruxelles I Moalatya	Belgique Turquie	150 50	
12	629	Vigra Tunis II	Norvègie Tunisie	100 120	4)
13	638	Praha I	Tchécoslovaquie	150	

1) Antenne directive, protection Monte Ceneri.
2) Antenne directive. Puissance apparente en direction de Sundsvall — 10 kW.
3) Antenne directive. Puissance apparente en direction de Sofia II — 20 kW.
4) Antenne directive. protection Vigra.

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Obser-vations
14	647	{ Burghead { Droitwich II (ou Daventry) { Stagshaw { Westerglen Kharkov	Royaume-Uni RSS de l'Ukraine	15 120 15 15 100	} 1)
15	656	{ Bolzano { Firenze I { Napoli I { Torino I Murmansk	Italie RSFSR	20 80 80 45 150	de nuit
16	665	Vilnus	RSS de Lithuanie	100	
17	674	Marseille Bodö Rostov, Don	France Norvège RSFSR	100 10 100	
18	683	Beograd I	RFP de Yougoslavie	150	
19	692	Nicosia Moorside Edge	Chypre Royaume-Uni	10 150	
20	701	Rabat II Finnmark { Banska-Bystrica et réseau { synchronisé	Maroc Norvège Tchécoslovaquie	120 20 100 5	
21	710	Limoges Stalino	France RSS de l'Ukraine	150 150	
22	719	Lisboa Nacional Damas I	Portugal Syrie	120 50	
23	728	Athinai	Grèce	100	
24	737	Sevilla Akureyri Jerusalem I Gliwice	Espagne Islande Palestine Rép. de Pologne	50 1 20 50	

1) Si les stations synchronisées de Westerglen, Burghead et Stagshaw ne sont pas mises en service, la puissance de Droitwich II (ou Daventry) poura être portée à 150 kW.

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
25	746	Hilversum I	Pays-Bas	120	
26	755	Kuopio Norte Nacional Timisoara	Finlande Portugal RP Roumaine	20 50 50	1)
27	764	Sottens	Suisse	150	
28	773	Cairo I Stockholm	Egypte Suède	50 150	2)
29	782	Kiew II Troupes soviétiques en Alemagne	RSS de l'Ukraine	100 70	
30	791	Rennes Thessaloniki	France Grèce	150 50	
31	800	Leningrad II	RSFSR	100	
32	809	Burghead Dundee Redmoss Westerglen Skopje	Royaume-Uni RFP de Yougoslavie	100 5 20 100 135	
33	818	Poznan	Rép. de Pologne	100	
34	827	Sofia I	RP de Bulgarie	100	
35	836	Nancy Beyrouth I	France Liban	150 20	
36	845	Roma I	Italie	150	
37	854	Bucuresti	RP Roumaine	150	

1) S'il n'est pas fait usage d'une antenne directive protégeant Norte Nacional, la puissance ne doit pas dépasser 20 kW.

2) La puissance apparente de la station de Stockholm dans la direction de Cairo I ne doit pas dépasser 20 kW.

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
38	863	Paris I	France	150	
39	872	Moskva III	RSFSR	150	
40	881	Aberystwyth Penmon Washford Wrexham Centinje	Royaume-Uni RFP de Yougoslavie	5 20 150 5 20	1)
41	890	Alger I Bergen Norge Kristiansand Tröndelag Dniepropetrovsk	Algérie Norvège RSS de l'Ukraine	100 20 20 20 20	2)
42	899	Milano I	Italie	150	
43	908	London (Brookmans Park)	Royaume-Uni	150	
44	917	Lujbljana	RFP de Yougoslavie	135	
45	926	Bruxelles II	Belgique	150	
46	935	Lvov	RSS de l'Ukraine	100	
47	944	Toulouse Voronej	France RSFSR	100 20	
48	953	Morava	Tchécoslovaquie	150	
49	962	Turku Tunis I	Finlande Tunisie	100 120	3) 4)

1) Antenne directive, la puissance apparente dans la direction de Cetinje ne doit pas dépasser 150 kW.

2) Antenne directive; protection Norvège.

3) Antenne directive protection Tunis.

4) Antenne directive, protection Turku.

N° du canal	Fréquence kc/s	Station	Pays	Puissance en kW	Observations
50	971	Allemagne (zone britannique	Allemagne	70	
		Kalinin	RSFSR	20	
		Smolensk		20	
		Izmir	Turquie	50	
51	980	Alger II	Algérie	100	1)
		Göteborg	Suède	150	2)
52	989	Allemagne (zone américaine)	Allemagne	70	
		Rovaniemi	Finlande	10	
		Beyrouth II	Liban	20	
53	998	Kichinev	RSS de Moldavie	100	
54	1007	Hilversum II	Pays-Bas	120	
		Aleppo I	Syrie	20	
55	1016	Istanbul	Turquie	150	
56	1025	Graz-Dobl	Autriche	100	
		Jerusalem II	Palestine	20	
57	1034	Tallin	RSS d'Estonie	100	
		Torino II	Italie	10	
		Radio-Club português	Portugal	40	
58	1043	Allemagne (zone dell'URSS)	Allemagne	70	
		Kalamata	Grèce	5	
		Agadir I	Maroc	20	
		Marrakech I		20	
		Oujda I		20	
59	1052	Tripoli	Libye	50	3)
		Jassi	RP Roumaine	10	
		Focsani		5	
		Hartland Point	Royaume-Uni	10	
		Start Point		150	4)
60	1061	Danemark (Est)	Danemark	60	
		Cagliari	Italie	10	
		Lisboa Regional	Portugal	15	
61	1070	Paris II	France	100	
		Krasnodar	RSFSR	20	
62	1079	Wroclaw	Rép. de Pologne	50	
63	1088	Korça	RP d'Albanie	10	
		Shkodra		10	
		Droitwich III	Royaume-Uni	150	
		Norwich		20	
64	1097	Bratislava et réseau synchronisé	Tchécoslovaquie	150	
				5	
65	1106	Moghilev	RSS de Biélorussie	100	
66	1115	Bari I	Italie	50	
		Bologna I		50	
		San Remo		5	
		Réseau synchronisé norvégien	Norvège	5	
67	1124	Bruxelles III	Belgique	20	
		Varna	RP de Bulgarie	5	
		Viborg	RSFSR	20	
68	1133	Zagreb	RFP de Yougoslavie	135	
69	1142	Constantine I	Algérie	20	
		Oran I		40	
		Kaliningrad	RSFSR	20	
70	1151	Baia Mare	RP Roumaine	5	
		Cluj		20	
		Oradea		5	
		Carlisle	Royaume-Uni	5	
		Lisnagarvey		100	
		Londonderry		5	
		Stagshaw		100	

1) Antenne directive, protection Göteborg.
2) Antenne directive, protection Alger.
3) Antenne directive, protection Start Point.
4) Antenne directive, protection Tripoli.

Nº du canal	Fréquence kc/s	Station	Pays	Puissance en kW	Observations
71	1160	Strasbourg I	France	150	
72	1169	Odessa	RSS de l'Ukraine	150	
73	1178	Hörby	Suède	100	
74	1187	Budapest II	Hongrie	135	
75	1196	Alemagne (zone française)	Allemagne	70	
		Kerkyra	Grèce	15	
		Agadir II	Maroc	20	
		Marrakech II		20	
		Oujda II		20	
76	1205	Bordeaux	France	100	
		Haifa	Palestine	5	
		Lublin	Rép de Pologne	10	
77	1214	Atlantico Regional	Açores-Portugal	2	
		Ayr	Royaume-Uni	5	
		Brookmans Park		60	
		Burghead		20	
		Dundee		5	
		Lisnangarvey		10	
		Londonderry		1	
		Moorside Edge		58	
		Plymouth		2	
		Redmoss		2	
		Redruth		2	
		Stagshaw		10	
		Westerglen		50	
		Troupes britanniques en Allemagne		70	1)
		Kursk	RSFSR	20	
78	1223	Stara Zagora	RP de Bulgarie	20	
		Barcellona	Espagne	20	
		Falun	Suède	100	

1) La puissance indiquée pour les « Troupes britanniques en Allemagne » est autorisée à titre d'addition exceptionnelle au maximum normal pour un réseau synchronisé.

Nº du canal	Fréquence kc/s	Station	Pays	Puissance en kW	Observations
79	1232	Budejovice	Tchécoslovaquie	5	
		Cechy-Zapad		25	
		Morava-Vychod		25	
		Praha II		100	
80	1241	Vaasa	Finlande	50	
		Bayonne	France	20	
		Clermont-Ferrand		20	
		Corse		10	
		Grenoble		20	
		Le Havre		20	
		Montbéliard		20	
		Nice		20	
		Quimper		20	
		Tiraspol	RSS de Moldavie	20	
81	1250	...Basse Egypte	Egypte	5	
		...Basse Egypte		5	
		Nyiregyhaza	Hongrie	10	
		Zalaegerszeg (ou Szombathely		20	1)
		Athlone II	Irlande	50	
82	1259	Szczecin	Rép. de Pologne	100	
83	1268	Beograd II	RFP de Yougoslavie	135	
84	1277	Lille	France	150	
85	1286	Radio Catolica	Portugal	20	
		Kosice	Tchécoslovaquie	100	
86	1295	Ottringham	Royaume-Uni	150	
87	1304	Constantine II	Algérie	20	
		Oran II		40	
		Gdansk	Rép. de Pologne	50	
88	1313	Stavanger	Norvège	100	

1) Antenne directive; protection Athlone.

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
89	1322	Ouchgorod	RSS de l'Ukraine	100	
90	1331	Genova I	Italie	50	
		Messina		25	
		Pescara		25	
		Roma II		50	
		Venezia I		25	
91	1340	Alexandria	Egypte	5	
		Budapest	Hongrie	5	
		Magyaróvár		5	
		Miskolc		5	
		Pécs		5	
		Crowborough (ou Stagshaw)	Royaume-Uni	150	
92	1349	Corse	France	10	
		Marseille		50	
		Nantes		10	
		Toulouse		50	
		Kuldiga	RSS de Lettonie	20	
		Madona		20	
93	1358	Tirane I	RP d'Albanie	100	
94	1367	Thorshavn	Féroé	5	
		Caltanissetta	Italie	25	
		Torun	Rép. de Pologne	24	
		Porto Regional	Portugal	5	
95	1376	Strasbourg II	France	150	
96	1385	Madrid	Espagne	100	
		Kaunas	RSS de Lithuanie	150	
97	1394	Dornbirn	Autriche	5	
		Graz		15	
		Innsbruck		5	
		Linz		5	
		Rhodos	Grèce	5	
		Réseau synchronisé suédois (S. d)	Suède	20	

Nº du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Observa-tions
98	1403	Baranovitchi	RSS de Biélorussie	20	
		Bayonne	France	20	
		Lille		20	
		Paris		10	
		Quimper		20	
		Montpellier		10	
		Nice		20	
		Troupes françaises en Allemagne		25	
		Komotini	Grèce	5	
99	1412	Banja Luka	RFP de Yougoslavie	10	
		Bitolja		20	
		Maribor		20	
		Pristina		20	
		Rjieka		20	
		Split		60	
100	1421	Sarrebruck	Sarre	20	
		Sfax I	Tunisie	5	
		Tchernigov	RSS de l'Ukraine	5	
101	1430	Girocastro	RP d'Albanie	5	
		Danemark (Ouest)	Danemark	70	
		Köbenhavn		10	
		Madrid II	Espagne	50	
102	1439	Luxembourg	Luxembourg	150	
10	1448	Ancona	Italie	25	
		Firenze II		3	
		Genova II		5	
		Milano II		50	
		Napoli II		5	
		Venezia II		5	
		Réseau synchronisé portugais	Portugal	5	
		Réseau synchronisé suédois (Nord)	Suède	20	
104	1457	Craiova	RP Roumaine	20	
		Bartley	Royaume-Uni	60	
		Clevedon		60	

N° du canal	Fré-quence kc/s	Station	Pays	Puis-sance en kW	Obser-vations
105	1466	Monte-Carlo	Monaco	120	
		Réseau synchronisé norvégien	Norvège	2	
106	1475	Wien II	Autriche	30	
		Salzburg		20	
		Klagenfurt		20	
107	1484	Fréquence commune internationale types I et II	RP d'Albanie		
			Allemagne (zone britannique)		
			Autriche		
			Belgique		
			Chypre		
			Cité du Vatican		1)
			Danemark		
			Espagne		
			Finlande		
			France		
			Gibraltar		
			Grèce		
			Royaume-Uni		
			Hongrie		
			Irlande		
			Italie		
			RSS de Lithuanie		
			Malte		
			Maroc		
			Norvège		
			Rép. de Pologne		
			Portugal		
			RP de Roumanie		
			Rép. de S. Marin		
			Syrie		
			Tchécoslovaquie		
			Trieste		
			Tripolitaine		
			Tunisie		
			RSS de l'Ukraine		
			RFP de Yougoslavie		
			RSFSR		
108	1493	Gomel	RSS de Biélorussie	20	
		Réseau synchronisé français	France	60	
109	1502	Zaragoza	Espagne	50	
		Krakow	Rép. de Pologne	50	
		Warszawa II		10	
110	1511	Bruxelle IV	Belgique	20	
		Chania	Grèce	5	
111	1520	Jihlava	Tchécoslovaquie	5	
		Ostrava		30	
		Plzen		20	
		Coruña	Espagne	20	
112	1529	Città del Vaticano	Cité du Vatican	100	
		Funchal	Madère-Portugal	1	
		Réseau synchronisé suédois (Nord)	Suède	20	
113	1546	Allemagne (zone française)	Allemagne	70	
		Réseau synchronisé espagnol	Espagne	5	
114	1546	Belfast	Royaume-Uni	5	
		Bournemouth		2	
		Brighton		5	
		Bristol		2	
		Cardiff		2	
		Dundee		2	
		Edinburgh		5	
		Exeter		5	
		Fareham		2	
		Glasgow		5	
		Hull		5	
		Leeds		5	
		Liverpool		5	
		London		20	
		Manchester		2	
		Middlesborough		2	
		Newcastle-on-Tyne		5	
		Plymouth		5	
		Preston		2	
		Redmoss		2	
		Redruth		2	
		Sheffield		2	
		Vinnitza	RSS de l'Ukraine	5	

1) La Cité du Vatican est autorisée à utiliser cette onde avec une puissance de [illegible] kW jusqu'à ce que les récepteurs permettant de capter la fréquence de 1529 kc/s soient répandus parmi les auditeurs.

N° du canal	Fréquence kc/s	Station	Pays	Puissance en kW	Observations
115	1554	Allemagne zone américaine (troupes, d'occupation)	Allemagne	70	1)
		Turi	RSS d'Estonie	20	
		Nice	France	75	
116	1562	Réseau synchronisé portugais	Portugal	5	
		Réseau synchronisé suédois (Sud)	Suède	20	
		Réseau synchronisé suisse	Suisse	5	
117	1570	Allemagne (zone de l'URSS)	Allemagne	70	
		Réseau synchronisé espagnol	Espagne	5	
		Sfax II	Tunisie	5	
118	1578	Réseau synchronisé italien (Région de Bolzano)	Italie	10	
		Fredrikstad	Norvège	10	
119	1586	Allemagne (zone britannique)	Allemagne	70	
		Réseau synchronisé espagnol	Espagne	5	
120	1594	Fréquence commune internationale types I et II	Andorre Autriche Belgihue RP de Bulgarie Cyrénaique Danemark Espagne Finlande France Grèce Irlande RSS de Lettonie Madère-Portugal Maroc (Tanger) Norvège Pays-Bas 1) Rép. de Pologne Portugal Royaume-Uni Suisse Syrie Tchécoslovaquie Trieste RFP de Yougoslavie		
121	1602	Allemagne (zone américaine)	Allemagne	70	
		Réseau synchronisé norvégien	Norvège	2	
		Réseau synchronisé portugais	Portugal	5	

1) Les modalités d'utilisation de la fréquence 1554 kc/s par la station de Nice, d'une part, et par la station de l'armée d'occupation des Etats-Unis d'Amérique en Allemagne, d'autre part, feront l'objet d'un accord particulier entre les Gouvernements intéressés.

(1) Hilversum III (ou réseau synchronisé) est autorisé à employer une puissance de 5 kW

Note: Il est convenu exceptionnellement que des émetteurs de faible puissance desservant certaines vallées de la Suisse pourront utiliser des fréquences partagées, appropriées, à condition que la protection que le Plan procure aux autres stations de radiodiffusion soit maintenue.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Gouvernements susindiqués ont signé le présent Plan en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire restera déposé dans les archives du Gouvernement du Danemark et une copie sera remise à chaque Gouvernement signataire et au Secrétaire général de l'Union.

Fait à Copenhague, le 15 septembre 1948

Suivent les mêmes signature que pour la Convention

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

PROTOCOLE FINAL

ANNEXÉ À LA CONVENTION EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION DE COPENHAGUE, 1948

Au moment de procéder à la signature de la Convention européenne de radiodiffusion de Copenhague, les plénipotentiaires soussignés prennent acte de la réserve suivante.

PORTUGAL

1. La délégation portugaise rappelle que les demandes de son pays ont toujours été basées sur les besoins minima de la radiodiffusion portugaise en Europe et que, dans un esprit de sacrifice et de collaboration internationale, le Portugal a réduit, au cours de cette Conférence, ses demandes d'ondes exclusives à une seule onde qui ne lui a même pas été allouée. Cependant le Portugal ne renonce nullement à la fréquence exclusive qui lui avait été allouée par le Plan de Montreux, en échange de l'onde longue qu'il avait à Lucerne, pour l'émetteur « Lisboa Nacional ».

Le Portugal se réserve formellement le droit de reprendre sa demande d'une onde exclusive lors d'une prochaine Conférence.

2. La délégation portugaise regrette vivement la précipitation avec laquelle il a été procédé à la revision des variantes successives du Plan de Copenhague présentées trop tardivement à la Conférence; elle regrette aussi que plusieurs de ses remarques dûment fondées n'aient pas été satisfaites et elle exprime des doutes en ce qui concerne la protection des fréquences allouées au Portugal, protection qu'elle considère insuffisante soit dans le cas de certains partages, soit surtout par rapport aux canaux adjacents.

3. La délégation portugaise constate, en outre, que les fréquences attribuées aux émetteurs portugais les plus importants sont exagérément rapprochées d'autres fréquences utilisées en ce moment par l'Espagne et qu'il est impossible de prévoir quelle sera l'attitude de ce pays en face d'un plan de répartition de fréquences sur lequel il n'a pas donné son opinion, ni jusqu'à quel point il pourra ou voudra modifier ses fréquences.

4. Pour les raisons indiquées dans les alinéeas 2 et 3 ci-dessus, la délégation portugaise déclare que le Gouvernement du Portugal se réserve formellement le droit de prendre toutes les mesures qui s'avéreront nécessaires pour assurer une qualité satisfaisante à son service national de radiodiffusion en s'efforçant de ne pas brouiller les services nationaux de radiodiffusion d'autres pays. Le Gouvernement du Portugal s'engage à ne donner, en aucun cas aux stations à partager et/ou placées sur les canaux voisins, des protections inférieures aux minima établis par le Plan de Copenhague d'après les emplacements des stations et puissances indiquées dans le Plan.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Gouvernements susindiqués ont signé le présent Protocole final en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire restera déposé dans les archives du Gouvernement du Danemark et une copie sera remise à chaque Gouvernement signataire et au Secrétaire général de l'Union.

Fait à Copenhague, le 15 septembre 1948.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 aprile 1952, n. 4582.

Nuova denominazione della Deputazione di storia patria per la Puglia, con sede in Bari.

N. 4582. Decreto del Presidente della Repubblica 14 aprile 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Deputazione di storia patria per la Puglia, con sede in Bari, assume la denominazione di Società di storia patria per la Puglia e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 49. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 agosto 1952, n. 4583.

Riconoscimento, agli effetti civili, del distacco della parrocchia di San Lorenzo, nella Cattedrale di Grosseto, dal canonicato prepositurale e della sua unione al canonicato semplice detto primo mensale di quel capitolo cattedrale.

N. 4583. Decreto del Presidente della Repubblica 30 agosto 1952, col quale, sulla proposta del Ministro ad interim per l'interno, vengono riconosciute, agli effetti civili, le bolle pontificie 20 dicembre 1949 e 29 maggio 1950, integrate con dichiarazioni del Vescovo di Grosseto in data 29 dicembre 1951, con cui la cura delle anime della parrocchia di San Lorenzo, nella Cattedrale di Grosseto, fu distaccata dal canonicato prepositurale e unita al canonicato semplice detto primo mensale di quel capitolo cattedrale, e fu aumentata la dotazione della parrocchia di San Lorenzo con l'assegnazione di certificati del Debito pubblico italiano per la rendita annua netta di L. 14.141,43.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 52. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° dicembre 1952, n. 4584.

Erezione in ente morale dell'Opera pia « Anton Mario Filippetti », con sede nel comune di Potenza Picena (Macerata).

N. 4584. Decreto del Presidente della Repubblica 1° dicembre 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Opera pia « Anton Mario Filippetti », con sede nel comune di Potenza Picena (Macerata), viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 42. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 maggio 1952.

Costituzione della Commissione di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il triennio 1° giugno 1952-31 maggio 1955.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 129 e 239 del testo unico 28 aprile 1938, n. 1165, sull'edilizia economica e popolare;
Visto il decreto legislativo 17 aprile 1948, n. 1029;
Vista la Costituzione della Repubblica;
Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Art. 1.

Per il triennio 1° giugno 1952-31 maggio 1955 la Commissione di vigilanza per l'edilizia economica e popolare è costituita come segue:

Bozzi prof. dott. Carlo, presidente di sezione del Consiglio di Stato, presidente;
Florio avv. Nazario, consigliere della Corte di cassazione;
Vozzi dott. Roberto, consigliere di Stato;
Spina dott. Emilio, direttore generale dell'Edilizia statale e sovvenzionata;
Bonanni dott. Leonida, direttore generale della Cassa depositi e prestiti;
Tracanna avv. Luciano, vice avvocato dello Stato;
Laus dott. Aurelio, ispettore generale del Ministero del tesoro, direttore capo della Ragioneria centrale Ministero dei lavori pubblici;
Gasparrini dott. Luigi, direttore capo della Divisione XVI-*bis* dell'edilizia popolare ed economica;
Rubino dott. ing. Mario, ispettore capo superiore delle Ferrovie dello Stato, esperto;
Frasca prof. dott. Carlo, presidente di sezione della Corte dei conti, esperto;
Russi dott. Francesco, consigliere della Corte dei conti, esperto;
Vece dott. Pietro, direttore generale del Ministero dei lavori pubblici, esperto;
Pepe dott. Francesco Guglielmo, ispettore generale dell'Edilizia statale e sovvenzionata, esperto;
Nicoli dott. ing. Tullio, ispettore generale del Genio civile, esperto;
Fraschetti dott. ing. Aldo, ispettore generale del Genio civile, esperto;
Bertagnolio dott. ing. Paolo, ispettore generale del Genio civile, esperto;
Meo dott. Francesco, ispettore generale del Ministero del tesoro, esperto;
Basso dott. Gaetano, direttore capo divisione Direzione generale dell'edilizia statale e sovvenzionata, esperto;
Rendola dott. ing. Ettore, esperto;
Guerrieri rag. Andrea, esperto;
Resmini dott. Giacomo, esperto;
Esposito dott. Corrado, rappresentante del Ministero dei trasporti ai sensi dell'art. 1 del decreto interministeriale 4 luglio 1945, n. 4117.

Art. 2.

Ai sensi dell'art. 129 del testo unico succitato la Commissione di vigilanza è divisa in due sezioni, costituite come segue:

Sezione prima (decisione di controversie attinenti alla prenotazione ed assegnazione degli alloggi, alla posizione e qualità di socio od aspirante socio, decisione di controversie tra socio e socio e tra socio e cooperative, decisione su abusi, su irregolarità e su contravvenzioni alle norme vigenti; decisione di controversie relative all'assegnazione di alloggi con patto di futura vendita costruita dagli Istituti di case popolari ed enti vari col contributo dello Stato; pareri su questioni varie, ecc.):

Bozzi prof. dott. Carlo, presidente;
Florio avv. Nazario; Vozzi dott. Roberto; Frasca prof. dott. Carlo; Russi dott. Francesco; Spina dottor Emilio; Laus dott. Aurelio; Vece dott. Pietro; Pepe dott. Francesco Guglielmo; Meo dott. Francesco; Tracanna avv. Luciano; Rubino dott. ing. Mario; Gasparrini dott. Luigi; Esposito dott. Corrado; Basso dott. Gaetano; Resmini dott. Giacomo; Guerrieri ragioniere Andrea.

Sezione seconda (pareri su atti definitivi di appalto, contratti principali e suppletivi con i relativi capitolati, su proposte di transazione delle vertenze comunque sorte in dipendenza delle costruzioni sociali; pareri sui compensi per la redazione dei progetti e per la direzione e contabilizzazione dei lavori, pareri sulla concessione di contributi e pareri vari in materia tecnica e di finanziamento):

Bozzi prof. dott. Carlo, presidente;
Florio avv. Nazario; Vozzi dott. Roberto; Bonanni dott. Leonida; Spina dott. Emilio; Laus dott. Aurelio; Pepe dott. Francesco Guglielmo; Rubino dott. ingegnere Mario, Nicoli dott. ing. Tullio; Fraschetti dottor ing. Aldo; Bertagnolio dott. ing. Paolo; Gasparrini dott. Luigi; Rendola dott. ing. Ettore; Resmini dottor Giacomo; Guerrieri rag. Andrea.

E' data facoltà al presidente di sottoporre gli affari di maggior rilievo all'esame della Commissione plenaria.

Art. 3.

Nell'esercizio delle attribuzioni di cui all'art. 239, primo comma, del sopracitato testo unico, la Commissione è composta come segue:

Presidente:
Bozzi prof. dott. Carlo.

Membri effettivi:
Florio avv. Nazario; Vozzi dott. Roberto; Spina dott. Emilio; Tracanna avv. Luciano; Gasparrini dott. Luigi; Rubino dott. ing. Mario.

Membri supplenti:
Frasca dott. Carlo e Pepe dott. Francesco Guglielmo.

Art. 4.

La Commissione di vigilanza per l'edilizia popolare ed economica in seduta plenaria, di cui al terzo comma, del citato art. 239 del testo unico 28 aprile 1938, n. 1165, è composta come segue:

Presidente:
Bozzi prof. dott. Carlo.

Membri effettivi:
Florio avv. Nazario; Vozzi dott. Roberto; Frasca prof. dott. Carlo; Bonanni dott. Leonida; Spina dottor Emilio; Vece dott. Pietro; Tracanna avv. Luciano; Russi dott. Francesco; Rubino dott. ing. Mario; Gasparrini dott. Luigi.

Membri supplenti:

Nicoli dott. ing. Tullio; Pepe dott. Francesco Guglielmo e Laus dott. Aurelio.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 17 maggio 1952

EINAUDI

ALDISIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 maggio 1952
Registro n. 14 Lavori pubblici, foglio n. 289

(3019)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 dicembre 1952.

Nomina di Cavaliere dell'Ordine « Al merito del lavoro ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 gennaio 1901, n. 168, che istituisce l'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 199, sul riordinamento dell'Ordine stesso;

Vista la legge 15 novembre 1952, n. 1793, che modifica la legge n. 199, sopraindicata;

Sentito il Consiglio dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio;

Decreta:

Per le singolari benemerenze acquisite nel campo dell'industria, è concessa la decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » all'ing. Oscar Sinigaglia - Roma.

Il Ministro per l'industria e il commercio curerà la trascrizione del presente decreto nell'albo dell'Ordine.

Dato a Roma, addì 20 dicembre 1952

EINAUDI

CAMPILLI

Registrato nell'albo dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » al volume 1, foglio n. 1. — Il funzionario addetto: MARINONE

(2985)

DECRETI DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 dicembre 1952.

Nomina di Cavaliere dell'Ordine « Al merito del lavoro ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 gennaio 1901, n. 168, che istituisce l'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 199, sul riordinamento dell'Ordine stesso;

Vista la legge 15 novembre 1952, n. 1793, che modifica la legge n. 199, sopraindicata;

Sentito il Consiglio dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio, di concerto con il Ministro per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

Per le singolari benemerenze acquisite nel campo dell'agricoltura, è concessa la decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » ai signori:

Albertini dott. Leonardo Roma;
Antinori Niccolò Firenze;
Brizzolari dott. Gino Arezzo;
De Carolis prof. Vincenzo Cremona;
Faravelli Gustavo Cesare Pavia;
Filiasi Luigi Foggia;
Giontella Francesco Perugia;
Innorta Giuseppe Siracusa;
Matricardi ing. Giuseppe Maria Ascoli Piceno;
Olivetti Rodolfo Torino;
Ricasoli Firidolfi dott. Luigi Siena;
Romiati dott. Giorgio Venezia.

Il Ministro per l'industria e il commercio curerà la trascrizione del presente decreto nell'albo dell'Ordine.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1952

EINAUDI

CAMPILLI — FANFANI

Registrato nell'albo dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » al volume 1, foglio n. 2. - Il funzionario addetto: MARINONE

(2987)

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 gennaio 1901, n. 168, che istituisce l'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »,

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 199, sul riordinamento dell'Ordine stesso;

Vista la legge 15 novembre 1952, n. 1793, che modifica la legge n. 199, sopraindicata;

Sentito il Consiglio dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio;

Decreta:

Per le singolari benemerenze acquisite nel settore di attività economica a fianco di ciascuno indicato, è concessa la decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » ai signori:

Agnesi ing. Vincenzo Industria Imperia;
Alecce dott. Pasquale Industria Roma;
Altieri rag. Dante Industria Roma;
Angelini dott. Francesco Industria - Ancona;
Arata avv. Enrico - Industria Frosinone;
Badoni ing. Riccardo Industria Como;
Brun ing. Stefano Industria Napoli;
Barovier Ercole Paolo Artigianato Venezia;
Bartoletti Nino Industria - Forlì;
Basevi ing. Alessandro Industria Savona;
Bassanini Antonio Industria Milano;
Bertani Guglielmo Industria Verona;
Bertello Enrico Industria Cuneo;
Bertoni Amleto Artigianato Cuneo;
Boroli dott. Adolfo Marco Industria Novara;
Botto Paola Eligio Industria Vercelli;
Bruno avv. Luigi Industria Milano;
Brustio Umberto Commercio Milano;
Cattaneo Luigi Industria Como;

Cidonio Ageo Industria Roma;
Conigliaro Basso Antonio Industria Palermo;
Costa dott. Angelo Industria Genova;
Cosulich Antonio Industria Trieste;
Cutolo ing. Costantino Industria Napoli;
De Micheli dott. Alighiero Industria Milano;
Faina dott. Carlo Industria Milano;
Fascetti Giuseppe Industria Pisa;
Ferrante dott. Alberto Industria Milano;
Ferrari Enzo Industria Modena;
Ferrerio ing. Pietro Industria Milano;
Festi Amato Commercio Bologna;
Florio Domenico Industria Salerno;
Folonari ing. Giovanni Industria Brescia;
Gaggia ing. Achille Industria Venezia;
Gualdi ing. Eugenio Industria Roma;
Lampugnani Paolo Industria Treviso;
Landini James Industria Reggio Emilia;
Luciani ing. Mario Industria Belluno;
Massara avv. Francesco Industria Catanzaro;
Moneta Giulio Industria Milano;
Morandotti ing. Luigi Industria Novara;
Negri rag. Mario Commercio Milano;
Nodari ing. Franco Industria Milano;
Olivetti ing. Adriano Industria Torino;
Oltolina dott. Luigi Industria Como;
Perosio Francesco Industria Genova;
Piaggio ing. Armando Industria Genova;
Quintavalle ing. Umberto Industria Milano;
Raggio Giuseppe Industria Trento;
Ricciardi Cesare Industria Napoli;
Rossi Giovanni Industria Piacenza;
Salvi ing. Francesco Maria Industria Roma;
Saronio dott. Pietro Industria Milano;
Signorini Paolo Industria Napoli;
Torno ing. Giuseppe Industria Milano;
Treves avv. Guido Assicurazione Firenze;
Vaccarino Antonino Industria Messina;
Valletta prof. Vittorio Industria Torino;
Vanzi ing. Ivo Industria Napoli;
Vismara Vincenzo Industria Como;
Zenobi Remo Industria Roma;
Zuegg ing. Luigi Industria Bolzano.

Il Ministro per l'industria e il commercio curerà la trascrizione del presente decreto nell'albo dell'Ordine.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1952

EINAUDI

CAMPILLI

Registrato nell'albo dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » volume I, fogli nn. 3 e 4. — Il funzionario addetto: MARINONE

(2986)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 giugno 1953.

Nomina di Cavaliere dell'Ordine « Al merito del lavoro ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 gennaio 1901, n. 168, che istituisce l'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 199, sul riordinamento dell'Ordine stesso;

Vista la legge 15 novembre 1952, n. 1793, che modifica la legge n. 199, sopraindicata;

Sentito il Consiglio dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio, di concerto con il Ministro per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

Per le singolari benemerenze acquisite nel campo dell'agricoltura, è concessa la decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » ai signori:

Arduini Cesare Mantova;
De Stanchina dott. Andrea Trento;
Micillo Pietro Napoli;
Rodinò di Miglione Marino Reggio Calabria.

Il Ministro per l'industria e il commercio curerà la trascrizione del presente decreto nell'albo dell'Ordine.

Dato a Roma, addì 2 giugno 1953

EINAUDI

CAMPILLI — FANFANI

Registrato nell'albo dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » al volume 1, foglio n. 5. — Il funzionario addetto: MARINONE

(2989)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1953.

Nomina del dott. Leonida Bonanni a componente della prima Sezione della Commissione di vigilanza per l'edilizia popolare ed economica per il triennio 1° giugno 1952-31 maggio 1955.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 17 maggio 1952, con il quale è stato provveduto alla costituzione della Commissione di vigilanza per l'edilizia popolare ed economica per il triennio 1° giugno 1952-31 maggio 1955:

Considerato che i membri indicati nell'art. 129 del testo unico 28 aprile 1938, n. 1165, sull'edilizia popolare ed economica fanno parte di entrambe le Sezioni in cui è divisa la detta Commissione:

Ritenuto che col decreto 17 maggio 1952 il dott. Leonida Bonanni, direttore generale della Cassa depositi e prestiti è stato, invece, chiamato a far parte soltanto della seconda Sezione;

Ritenuta la necessità che il dott. Bonanni partecipi anche ai lavori della prima Sezione:

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Il dott. Leonida Bonanni è chiamato a far parte anche della prima Sezione della Commissione di vigilanza per l'edilizia popolare ed economica per il triennio 1° giugno 1952-31 maggio 1955.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1953

EINAUDI

ALDISIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1953
Registro n. 13 Lavori pubblici, foglio n. 347

(3020)

DECRETO MINISTERIALE 16 giugno 1953.

Composizione della Deputazione della Borsa merci di Venezia per l'anno 1953.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 20 marzo 1913, n. 272, riguardante l'ordinamento delle Borse di commercio, ed il relativo regolamento approvato con il regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;

Vista la legge 30 maggio 1950, n. 374, sul ripristino delle Borse merci;

Visto il decreto del Presidente della Reppubblica in data 16 luglio 1951, con il quale è stata ricostituita la Borsa merci di Venezia;

Viste le proposte della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Venezia;

Decreta:

Articolo unico.

La Deputazione della Borsa merci di Venezia per l'anno 1953, è composta come appresso:

Membri effettivi:

1) Berton Vincenzo fu Giuseppe, direttore dell'UPIC di Venezia;
2) Miotto Luigi fu Carlo;
3) Perissinotto comm. Paolo fu Antonio;
4) Badini cav. Aldo di Noè;
5) Rostirolla rag. Antonio fu Angelo.

Membri supplenti:

1) Cogo Rizzieri fu Giovanni;
2) Serafini Armando fu Francesco.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 giugno 1953

p. *Il Ministro* CARCATERRA

(3939)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Spostamento del periodo di svolgimento di manifestazioni fieristiche

Con lettera del 30 aprile 1953, n. 290805, è stato autorizzato lo spostamento del periodo di svolgimento della « IV Mostra internazionale di materiale di uso odontoiatrico ed odontotecnico », che avrà luogo, pertanto, a Bari dal 13 al 17 ottobre anzichè dal 4 all'11 ottobre 1953.

Con lettera del 10 giugno 1953, n. 290957, è stato autorizzato lo spostamento del periodo di svolgimento della « XI Mostra concorso nazionale della ceramica » che avrà luogo, pertanto, a Faenza dal 27 giugno al 12 luglio 1953, anzichè dal 30 giugno al 15 luglio 1953.

(3065)

Deformazione di marchi di identificazione per metalli preziosi

Si comunica che sono stati deformati i marchi d'identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Anzelmo Francesco, già esercente in Ravenna.

Tali marchi recavano il n. 3-RA.

(2989)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Carlo Bottesini di Archimede nato a Milano il 18 maggio 1914, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in scienze agrarie conseguito presso la Università di Milano nel 1939.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50, del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Milano.

(2894)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 142

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 25 giugno 1953

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,93	627,25
» Firenze	624,90	626,50
» Genova	624,92	627 —
» Milano	624,93	627 —
» Napoli	624,90	626 —
» Palermo	624.92	627,25
» Roma	624,91	627 —
» Torino	624,90	626 —
» Trieste	624,93	—
» Venezia	624,90	627 —

Media dei titoli del 25 giugno 1953

Rendita 3,50 % 1906	65,60
Id. 3,50 % 1902	61 —
Id. 3 % lordo	70,50
Id. 5 % 1935	96,25
Redimibile 3,50 % 1934	79 —
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	70,40
Id. 5 % (Ricostruzione)	93,225
Id. 5 % 1936	92,80
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,15
Id 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,20
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	97,025

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 25 giugno 1953

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U S.A.	Lit.	624,92
1 dollaro canadese	»	627 —

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . Lit. 1749,78

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per	franco belga
Danimarca	»	90,46	»	corona danese
Egitto	»	1794,55	»	lira egiziana
Francia	»	1.785	»	franco francese
Germania	»	148,77	»	marco occid
Norvegia (c/nuovo)	»	87.48	»	corona norvegese
Olanda	»	164,44	»	fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	»	corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	»	franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Diario delle prove scritte del concorso per esami a trenta posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe (gruppo A, grado 10°), in prova, nell'Amministrazione della sanità pubblica.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto in data 6 giugno 1952, registrato alla Corte dei conti addì 2 agosto 1952 (registro n. 66 Presidenza, foglio n. 195), con il quale venne bandito un concorso per esami a trenta posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe (gruppo *A*, grado 10°), in prova, nell'Amministrazione della sanità pubblica;

Visto il proprio decreto in data 20 marzo 1953, registrato alla Corte dei conti addì 12 maggio 1953 (registro n. 77 Presidenza, foglio n. 194), con il quale vengono riaperti i termini per la presentazione delle domande e dei documenti per l'ammissione al concorso predetto;

Decreta:

Le prove scritte del concorso in narrativa indicato avranno luogo in Roma, nella sede del Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, nei giorni 27, 28 e 29 luglio 1953, alle ore 8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 giugno 1953

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
MIGLIORI

(3034)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per esame a venti posti di vice segretario in prova, gruppo A, nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, contenente norme a favore degli invalidi di guerra, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, che reca norme a favore del personale ex combattente, e successive modificazioni ed estensioni;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, contenente norme a favore degli orfani di guerra, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, col quale, per l'ammissione a pubblici concorsi, si prescinde dal limite massimo di età, nei confronti degli aspiranti che, alla data del bando di concorso, già rivestono la qualifica di impiegato civile statale di ruolo;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il regolamento per il personale civile di ruolo degli Istituti di prevenzione e di pena, approvato con regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041, modificato con decreto legislativo 23 aprile 1948, n. 1141 e con legge 30 gennaio 1951, n. 62;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, riguardante l'applicabilità ai mutilati ed invalidi civili ed ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra, dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 3 maggio 1950, n. 223, concernente la temporanea elevazione del limite massimo d'età per l'ammissione ai pubblici concorsi;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Vista la legge 15 luglio 1950, n. 539, concernente l'applicabilità ai mutilati ed invalidi per servizio ed ai congiunti dei caduti per servizio, dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176, recante il regolamento per l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Vista l'autorizzazione concessa dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri, con nota n. 20321/12106 del 4 luglio 1952;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame a venti posti di vice segretario in prova (gruppo *A*) nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Metà dei posti è riservata a favore dei combattenti, dei reduci di guerra, degli orfani dei caduti, dei partigiani combattenti e reduci dalla deportazione tedesca o fascista o dall'internamento in Africa, un decimo è riservato agli aspiranti muniti di laurea in pedagogia, lettere e filosofia e scienze agrarie, salva la percentuale riservata agli invalidi.

Le donne sono escluse dal predetto concorso.

Art. 2.

Per essere ammessi al concorso è necessario che l'aspirante:

1) sia provvisto di diploma di laurea in giurisprudenza o di diploma finale dell'Istituto di scienze sociali di Firenze o scienze politiche delle Università di Roma, Perugia, Pavia, Padova, dell'Istituto superiore «Cesare Alfieri» di Firenze o della scuola di scienze politiche e sociali dell'Università cattolica del «Sacro Cuore» di Milano, o della laurea in scienze sociali rilasciata dalla sezione della Facoltà in giurisprudenza di Ferrara o di titolo equipollente, ovvero del diploma di laurea in pedagogia, o di quello in lettere e filosofia o del diploma di laurea in scienze agrarie;

2) sia cittadino italiano, di sesso maschile;

3) abbia l'esercizio dei diritti civili;

4) abbia sempre tenuto illibata condotta civile, morale e politica;

5) abbia sana e robusta costituzione, immune da difetti od imperfezioni fisiche e statura non inferiore a m. 1,60;

6) abbia, alla data del presente bando, compiuta l'età di anni 18 e non superata quella di quaranta.

I) Tale limite di età è elevato di anni cinque:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione;

c) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se amnistiati;

d) per mutilati ed invalidi di guerra, e della lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 (legge 19 agosto 1948, n. 1180), per i mutilati ed invalidi e per i congiunti delle vittime del terrorismo politico nelle ex colonie italiane (legge 24 luglio 1951, n. 660);

e) per i mutilati ed invalidi per servizio e per i congiunti dei caduti per servizio (legge 15 luglio 1950, n. 539);

f) per i combattenti ed assimilati decorati di medaglia al valor militare o croce di guerra al valor militare oppure per i promossi per merito di guerra;

g) per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 833, modificato dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267.

II) Il limite massimo di età è aumentato:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Le elevazioni di cui alle lettere *a*) e *b*) del punto II) si cumulano tra di loro ed entrambe con quelle di cui al precedente punto I), purchè complessivamente non si superino i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali, non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo indicato nell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25.

In favore di coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, il limite massimo di età è elevato a 45 anni; tale beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età già eventualmente spettante.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data del presente bando, già rivestano la qualifica di impiegato statale di ruolo.

I requisiti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del presente art. 2, debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 32 e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno essere presentate, entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, unicamente alle procure della Repubblica presso i tribunali che estendono la loro giurisdizione nel Comune in cui gli aspiranti hanno il loro domicilio e la loro abituale residenza.

Dalle domande dovrà risultare:

a) nome, cognome e paternità del candidato;

b) luogo e data di nascita;

c) domicilio;

d) indirizzo al quale si chiede che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

e) dichiarazione che il candidato sia disposto, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi residenza;

f) dichiarazione dalla quale risulti se il candidato abbia partecipato a precedenti concorsi al posto di vice segretario nell'Amministrazione penitenziaria, specificando, nella ipotesi affermativa, l'esito ottenuto;

g) elenco dei documenti allegati.

I candidati che risiedono all'estero e quelli che dimostrino di essere chiamati alle armi, potranno trasmettere, nel prescritto termine, la sola domanda di ammissione, salvo a produrre i documenti richiesti dal presente bando non oltre il trentesimo giorno successivo alla scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere prodotti i seguenti documenti:

a) estratto o certificato dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, rilasciato dall'ufficiale civile del Comune di origine, legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

b) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine e legalizzato, nel primo caso, dal prefetto e, nell'altro, dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in regioni che non fanno parte del territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione è riconosciuta con decreto Presidenziale;

c) certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 24, da rilasciarsi dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, con la prescritta legalizzazione;

d) certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, vidimato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici; ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscono il possesso. Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione è in ogni caso obbligatoria, conterrà quest'ultima dichiarazione;

e) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 85, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica;

f) fotografia recente del candidato, applicata su carta bollata da L. 32, con firma autenticata dal sindaco o dal notaio, qualora il concorrente non sia provvisto di libretto ferroviario, di cui dovrà, nel caso, indicare gli estremi nella domanda.

La firma del sindaco deve essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

g) certificato, su carta bollata da L. 24, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio, e che inoltre abbia statura non inferiore a m. 1,60.

Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica il certificato ne deve fare menzione ed indicare se l'imperfezione stessa menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato da un medico militare, dal prefetto se rilasciato dal medico provinciale, vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto se rilasciato dall'ufficiale sanitario.

L'Amministrazione può sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia per accertare la completa idoneità al servizio d'istituto. L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo o non si presenti o rifiuti di sottoporsi alla visita è escluso dal concorso.

Per gli invalidi di guerra, per gli invalidi civili per fatti di guerra e per gli invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, il certificato deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità e delle condizioni eventuali risultanti dall'esame obiettivo, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle manzioni dell'impiego per il quale concorre;

h) diploma originale del titolo di studio, di cui all'art. 2, lettera *a*), del presente decreto.

E' data facoltà di sostituire il diploma originale con una copia autentica del diploma stesso, su carta da bollo da lire 40, con la firma del notaio debitamente legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio.

Quando il diploma non sia stato rilasciato è consentito di presentare in sua vece, un certificato rilasciato dall'Università, su carta da bollo da L. 32, ma, in tal caso, esso deve contenere la dichiarazione che sostituisce a tutti gli effetti il diploma fino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato;

i) certificato dei voti riportati in ciascuno degli esami universitari, da rilasciarsi in carta da bollo da L. 24 dalla Università presso la quale gli esami sono stati sostenuti;

l) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, a seconda che il candidato abbia prestato servizio militare quale ufficiale o militare di truppa. Il primo foglio di tali documenti dovrà essere munito di marca da bollo da L. 40, ed ogni foglio aggiunto, di marca da bollo da L. 32. Le marche da bollo dovranno essere debitamente annullate.

I documenti stessi dovranno essere aggiornati ed annotati delle eventuali benemerenze di guerra.

I candidati che non abbiano prestato servizio militare dovranno produrre:

una copia del foglio matricolare munita di marca da bollo come sopra indicato, se siano stati arruolati ed appartengano a classi o contingenti già chiamati alle armi;

il foglio di congedo illimitato provvisorio se siano stati arruolati e non appartengono a classi o contingenti di chiamati alle armi;

un certificato di iscrizione nelle liste di leva se non siano stati ancora chiamati alla leva;

m) stato di famiglia su carta bollata da L. 24 da rilasciarsi dal sindaco del Comune di residenza, legalizzato dal prefetto, da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

n) documenti atti a comprovare l'eventuale diritto alle preferenze, nell'ordine di nomina e alla dispensa del limite di età, previsto dalle disposizioni in vigore al momento della presentazione della domanda di ammissione al concorso;

o) i candidati dipendenti civili di ruolo presso le Amministrazioni statali, possono limitarsi a produrre i documenti indicati alle lettere g), h), i) ed l), insieme allo stato di famiglia (se coniugati) e da copia dello stato di servizio civile (bollo da L. 40 il primo foglio e da L. 32 ogni altro foglio), comprovando, con apposita attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono, di non essere sottoposti a procedimento penale e disciplinare e di aver riportato qualifica almeno di « buono »;

p) i candidati in servizio non di ruolo, dovranno produrre tutta la documentazione richiesta nonchè un rapporto informativo sulla durata e natura del servizio prestato, rilasciato dal capo ufficio.

I certificati di cui alle lettere b), c), d), e), g), m), o), p), del presente articolo, devono essere in data non anteriore ai tre mesi da quella del presente decreto.

Art. 5.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti e assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra e assimilati, dei decorati al valor militare e per meriti di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e dei capi di famiglia numerosa, gli interessati dovranno produrre, inoltre, a corredo delle domande di ammissione, i seguenti documenti:

a) gli ex combattenti della guerra 1915-1918, presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare n. 588, contenuta nella dispensa n. 60 del giornale militare ufficiale 1922 in carta bollata da L. 24.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-1918, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi in carta bollata da L. 24 dalle competenti autorità marittime;

b) gli ex legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di avere appartenuto all'ex milizia fiumana.

Tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio della ex milizia fiumana in carta bollata da L. 24;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 24;

d) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione o della lotta di liberazione (partigiani combattenti) di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137, e 12 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa, in bollo da L. 32, di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948, dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare numero 202/Od.6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27.200/Om del 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina.

I partigiani combattenti che non appartenevano alle Forze armate dovranno esibire apposita dichiarazione rilasciata dalla Commissione di cui al decreto luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso di tale qualifica;

e) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione, in carta bollata da L. 24, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i mutilati e gli invalidi della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione, ed i mutilati e gli invalidi per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato modello 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

g) i mutilati e gli invalidi per causa di servizio, insigniti dei distintivi d'onore, dovranno produrre il certificato modello 69-ter, rilasciato dalle Amministrazioni centrali;

h) gli orfani dei caduti nella guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o nella guerra 1940-43, ovvero nella guerra di liberazione o nella lotta di liberazione, o dei caduti civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno presentare un certificato, su carta bollata da L. 24, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione e assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto;

i) i figli degli invalidi per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o per la guerra 1940-43, o per la guerra di liberazione, ovvero per la lotta di liberazione, ed i figli degli invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre la dichiarazione modello 69, rilasciata in bollo da L. 24 dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure un certificato in carta bollata da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche o dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

l) i profughi dell'Africa italiana che si trovino in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto Ministeriale (Africa italiana) 19 giugno 1948, in carta bollata da L. 24;

m) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) in carta bollata da L. 24;

n) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

o) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in bollo da L. 24;

p) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla lettera m) del precedente art. 4 che la stessa famiglia è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra.

Art. 6.

Possono esibirsi, in esenzione di tassa di bollo, a condizione che nei relativi atti si faccia constare della povertà dell'aspirante mediante citazione dell'attestato rilasciato dalla autorità di pubblica sicurezza del luogo di residenza del candidato, ovvero dal sindaco, qualora nel Comune non esista ufficio di pubblica sicurezza, solo i documenti di cui alle lettere a), b), c), e), g). Ogni altro documento è soggetto a tassa di bollo.

Per i certificati del sindaco di Roma, del cancelliere del tribunale, del segretario della procura della Repubblica di Roma, dei notai del distretto notarile di Roma e delle autorità scolastiche di Roma, non occorre legalizzazione.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito della età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del bando di concorso.

I requisiti che diano titolo di preferenza per la nomina al posto, anche se vengano ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati, non oltre il giorno precedente a quello in cui il candidato dovrà sostenere la prova orale.

Art. 7.

Non è ammesso il riferimento a documenti presentati, a qualunque titolo, presso il Ministero di grazia e giustizia o presso altre Amministrazioni.

Per la partecipazione al presente concorso deve, in ogni caso, essere prodotta tutta la documentazione richiesta.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo della domanda alle Procure della Repubblica competenti a riceverle, come pure la mancanza o il ritardo nella presentazione o nell'arrivo dei documenti prescritti — quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato — importano la inammissibilità del candidato al concorso.

Importa altresì inammissibilità del candidato al concorso, la omessa presentazione di alcuno dei documenti indicati nel

precedente art. 4 ovvero la non perfetta regolarità dei medesimi, anche per quanto si riferisce alle date, ai bolli ed alle legalizzazioni.

Art. 8.

Non sono ammessi coloro che per due volte non abbiano conseguita la idoneità nel concorso di che trattasi.

L'esclusione del candidato, dopo la dettatura del tema, durante le prove scritte, equivale ad inidoneità.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice, composta ai termini dello art. 26 del regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041, verrà nominata con successivo decreto Ministeriale.

Art. 10.

L'esame di concorso avrà luogo in Roma, nei giorni che saranno stabiliti con successivo apposito decreto Ministeriale da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per quanto concerne le modalità inerenti allo svolgimento delle prove scritte saranno osservate le disposizioni di cui agli articoli 35, 36 e 37 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Art. 11.

Il concorso si svolgerà mediante esame, secondo le norme vigenti per l'ammissione agli impieghi civili dello Stato.

L'esame consterà di quattro prove scritte e di una prova orale.

Le prove scritte avranno rispettivamente per oggetto:

1) diritto e procedura penale;

2) dottrina giuridica e sociale dell'esecuzione penale, nascita, svolgimento ed estinzione del rapporto esecutivo; regolamento per gli Istituti di prevenzione e di pena;

3) diritto civile;

4) diritto amministrativo.

Le prove orali avranno per oggetto le materie dello prove scritte, ed inoltre:

1) diritto costituzionale;

2) statistica, con particolare riguardo alla statistica carceraria;

3) antropologia criminale;

4) legge e regolamento di pubblica sicurezza;

5) ordinamento giudiziario e giurisdizioni sociali;

6) legge e regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato;

7) legge e regolamento sull'ordinamento e sulle attribuzioni del Consiglio di Stato e della Corte dei conti;

8) legge e regolamento sulle istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza;

9) testo unico delle leggi sanitarie;

10) legislazione sull'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia;

11) legislazione sulla istituzione e sul funzionamento dei tribunale dei minorenni.

Art. 12.

Per essere ammesso alla prova orale, occorre aver riportato una media di sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quelle orali.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

A parità di punti saranno osservate le preferenze stabilite dall'art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito in legge con la legge 27 dicembre 1934, n. 2125, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi e successive modificazioni ed estensioni.

La data della prova orale sarà fissata dalla Commissione esaminatrice che ne darà comunicazione agli interessati.

Sia alle prove scritte che alle orali i candidati debbono esibire come certificato di riconoscimento, la carta di identità personale o, se impiegati dello Stato, il libretto ferroviario debitamente aggiornato.

Art. 13.

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto Ministeriale da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Sugli eventuali reclami, relativi alla precedenza dei concorrenti, da presentarsi non oltre il termine di giorni quindici dalla pubblicazione della graduatoria, decide in via definitiva il Ministero, sentita la Commissione esaminatrice.

Art. 14.

Le nomine ai posti messi a concorso saranno conferite secondo l'ordine della graduatoria e con l'osservanza delle disposizioni in vigore.

Art. 15.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale, se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 11° del gruppo *A*.

Coloro che, allo scadere del periodo di prova, fossero invece ritenuti dal Consiglio d'amministrazione, non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati, senza indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare la prova di altri sei mesi.

Art. 16.

Ai vincitori del concorso assunti in prova a termini dello articolo precedente, compete il rimborso della sola spesa di viaggio in seconda classe dalla loro residenza alla sede ove vengono assegnati, oltre l'assegno mensile lordo di L. 16.775 e le vigenti indennità.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° aprile 1953

Il Ministro: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 giugno 1953
Registro n. 16 Grazia e giustizia, foglio n. 3. — OLIVA

(3017)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Diario delle prove scritte del concorso per esame a cento posti di grado 11° del quadro del personale direttivo amministrativo di gruppo A nell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

IL MINISTRO PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il decreto Ministeriale 27 giugno 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 235 del 9 ottobre 1952, col quale è stato bandito un concorso per esame a cento posti di grado 11° del quadro del personale direttivo amministrativo di gruppo *A*, nell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Visto l'art. 8 del decreto suddetto;

Visto il decreto Ministeriale del 24 marzo 1953, col quale erano state fissate nei giorni 25, 26 e 27 maggio 1953, le prove scritte del concorso medesimo;

Visto il decreto Ministeriale del 7 maggio 1953, col quale sono state rinviate le prove stesse a data da stabilirsi;

Decreta:

Le prove scritte del concorso a cento posti di grado 11° di gruppo *A* del quadro del personale direttivo amministrativo, avranno luogo in Roma nel Palazzo degli esami (via Girolamo Induno n. 4 Trastevere) nei giorni 13, 14 e 15 luglio 1953, ore 8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel bollettino delle poste e delle telecomunicazioni.

Roma, addì 28 maggio 1953

Il Ministro: SPATARO

(3035)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.